



PROJET D'ACCORD-CADRE N° AOO-B25-02339-CB

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES,
établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B
775 685 019

représenté par Madame Julie GALLAND,
agissant en qualité de Directrice de la Recherche Technologique du CEA,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société [REDACTED],
dont le siège social est situé [REDACTED],
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [REDACTED] sous le
numéro R.C.S [REDACTED],
représentée par Monsieur/Madame [REDACTED],
agissant en qualité de [REDACTED],

[A compléter par le soumissionnaire]

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4 - CORRESPONDANTS	4
ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
ARTICLE 6 - ETENDUE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS ASSOCIEES	6
ARTICLE 7 - CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE	6
ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 9 - CLAUSE D'INSERTION ET D'EMPLOI	9
ARTICLE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION	10
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
ARTICLE 12 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON	13
ARTICLE 13 - REMISE DE DOCUMENTS	13
ARTICLE 14 - MONTAGE - ESSAIS - MISE EN SERVICE	14
ARTICLE 15 - RECEPTION	14
ARTICLE 16 - FORMATION	15
ARTICLE 17 - GARANTIE	15
ARTICLE 18 - MAINTENANCE	16
ARTICLE 19 - ASSURANCES	16
ARTICLE 20 - MONTANT	17

ARTICLE 21 - REVISION DES PRIX	17
ARTICLE 22 - PENALITES	19
ARTICLE 23 - CONDITIONS DE FACTURATION	20
ARTICLE 24 - REGLEMENTS	21
ARTICLE 25 - REGIME FISCAL [SI MARCHE EN FRANCE - A ADAPTER]	22
REGIME FISCAL ET DOUANIER [OBLIGATOIRE SI MARCHE A L'ETRANGER SI MARCHE DANS L'UE SUPPRIMER LE § REGIME DOUANIER]	22
ARTICLE 26 - JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR FR]	23
ARTICLE 27 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [SI FOURNISSEUR ETRANGER]	23
ARTICLE 28 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE	23

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture, l'installation et la mise en service de Systèmes de Distribution de Produits Chimiques (SDPC) et de barilletts, pour les salles blanches du CEA-Leti sur le site du CEA Grenoble.

Les Systèmes de Distribution de Produits Chimiques (SDPC) et/ou les barilletts sont ci-après dénommés individuellement par le terme « Fourniture » et collectivement par le terme « les Fournitures ».

L'utilisation de l'accord-cadre est strictement limitée à l'objet précité et ne peut pas s'appliquer à d'autres approvisionnements.

ARTICLE 2 - FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est mono-attributaire. Il est mis en œuvre par la conclusion de marchés subséquents, conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-10 du Code de la commande publique ainsi qu'à l'article 8 ci-après.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé **AOO-B25-02339-CB** avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques de l'accord-cadre et leurs annexes (le cahier des charges référencé DPFT/SFETN-25-056-AV en date du 04/07/2025) ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée [REDACTED].

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent accord-cadre :

- Annexe n°1 : Demande d'acceptation d'un sous-traitant ;
- Annexe n°2 : Bordereau des Prix Unitaires ;
- Annexe n°3 : Attestation approvisionnement ;
- Annexe n°4 : Insertion et emploi.

ARTICLE 4 - CORRESPONDANTS

4.1 - Correspondant technique du CEA

- Mme Catherine PEYNE - DRT/LETI/DPFT/SFETN
Tél. : 04.38.78.61.98 / 06.82.26.33.17 - Email : catherine.peyne@cea.fr

4.2 - Correspondants commerciaux du CEA

- Mme Céline BARRANCO – Service des Marchés et Achats
Tél. : 06.08.77.12.26 - E-mail : celine.barranco@cea.fr
- M. Steven YHUEL - Service Marchés et Achats
Tél. : 06.30.70.52.18 - E-mail : steven.yhuel@cea.fr

4.3 - Comptabilité fournisseur

- Contact pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO :
 - Tél. : 01.69.08.10.20
 - Email : contact_demat@cea.fr
- Contact pour le traitement des factures :
 - Tél. : 01.69.08.47.50
 - Email : S3C_GRE@cea.fr et relances@cea.fr

4.4 - Correspondant du Titulaire

- M. [REDACTED] -Tél. [REDACTED]
E-mail : [REDACTED]

[A compléter par le soumissionnaire]

Le Titulaire désigne un responsable qui est le seul interlocuteur du CEA pour la réalisation des Travaux.

Ce responsable a pour rôle :

- de suivre le déroulement du présent accord-cadre ;
- de faire respecter les consignes de sécurité ;
- d'encadrer le personnel du Titulaire et de définir les tâches qu'il doit accomplir ;
- d'assurer les relations avec le CEA.

Au cas où le correspondant du Titulaire est remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins un mois à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimale de quinze jours est effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement du correspondant du Titulaire par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par courriel avec accusé de réception aux correspondants techniques et prennent effet dès la date de réception dudit courriel.

ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une tranche ferme d'une durée de deux (2) ans à compter du 02/12/2025, soit jusqu'au 01/12/2027*.

Le présent accord-cadre peut être prolongé par affermissement des tranches optionnelles suivantes :

- Tranche optionnelle n°1 : prolongation de l'accord-cadre pour une durée d'un (1) an, soit du 02/12/2027 au 01/12/2028* ;
- Tranche optionnelle n°2 : prolongation de l'accord-cadre pour une durée d'un (1) an au terme de la tranche optionnelle n°1, soit du 02/12/2028 au 01/12/2029*.

Dates estimatives de début et de fin du contrat. Ces dates seront éventuellement adaptées par le CEA lors de la finalisation du contrat.

Seule la tranche ferme est exécutoire à la notification du présent accord-cadre.

Le CEA affermit tout ou partie des tranches optionnelles, le cas échéant, par lettre recommandée avec demande d' accusé réception dans un délai d' au moins deux (2) mois avant l' échéance de l' accord-cadre (terme de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle n°1).

Le non-affermissement de tout ou partie des tranches optionnelles ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

ARTICLE 6 - ETENDUE DES FOURNITURES ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Les Fournitures, objet du présent accord-cadre sont des Systèmes de Distribution de Produits Chimiques (SDPC) avec barillet le cas échéant.

La liste des Fournitures est présentée en annexe n° 2 du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage, à réaliser l'ensemble des prestations, décrites au cahier des charges précitées à l' article 2, nécessaires à la réception des Fournitures, à leur utilisation et exploitation. Les prestations associées aux Fournitures comprennent notamment :

- La réalisation des études de conception ;
- La livraison, l'installation et la mise en service des Fournitures ;
- La configuration et la fourniture des licences nécessaires à l'exploitation des Fournitures ;
- La fourniture des Procès-Verbal de tests préalables et DOE ;
- La formation du personnel CEA à l' utilisation et la maintenance des Fournitures.

ARTICLE 7 - CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE

En cas d' impossibilité de la part du Titulaire de répondre à la demande du CEA, et sans préjudice des obligations du Titulaire, le CEA se réserve la possibilité après notification écrite (courrier postal/électronique) de cette impossibilité par le Titulaire ou absence de réponse par le Titulaire, de faire appel à une autre entreprise.

La clause de non-exclusivité peut s'appliquer notamment :

1. Lorsque le cadre réglementaire et/ou légal impose une performance technique et/ou environnementale supérieur à l' offre proposée par le Titulaire ;
2. Lorsque le Titulaire est dans l' incapacité de livrer la Fourniture pour le marché subséquent concerné ;
3. Quand l' offre du Titulaire ne répond pas aux besoins exprimés par le CEA (délai, exigences techniques, etc.)
4. Sur la fourniture des barillets.

ARTICLE 8 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1- Généralités

Le présent accord-cadre est mis en œuvre au moyen de marchés subséquents que le CEA contractualise selon ses besoins.

Le CEA ne s'engage pas sur une quantité minimale ou maximale de marchés subséquents pendant la durée du présent accord cadre, le Titulaire ne peut donc prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Le montant total des marchés subséquents pour toute la durée du contrat comprenant les tranches optionnelles ne saurait excéder le montant défini à l'article 20.1 du présent accord.

Le Titulaire s'engage à honorer l'ensemble des marchés subséquents émis par le CEA pendant toute la durée de l'accord-cadre, et ce, même si le délai d'exécution du marché subséquent va au-delà de la date de fin de l'accord-cadre. Il ne peut plus être conclu de marché subséquent au-delà de la date de validité du présent accord-cadre.

8.2 - Modalités d'attribution des marchés subséquents

8.1.1 – Consultation du Titulaire

Au titre du présent accord-cadre, le CEA adresse au Titulaire une demande de Fourniture par mail complétée par des spécifications techniques et des plans (si nécessaire), en précisant le lieu, le délai souhaité et la nature des Fournitures à réaliser.

Le cas échéant, le Titulaire doit se rendre sur place de l'état des lieux et difficultés d'installation de la Fourniture.

8.1.2 Remise de l'offre

Le Titulaire doit alors adresser au CEA, sous 2 jours calendaires une offre détaillée faisant apparaître :

- Une proposition technique répondant aux objectifs et aux résultats attendus ;
- Un devis comportant pour chaque ligne : la référence et la désignation du (des) poste(s) du bordereau de prix, le prix unitaire et la quantité ;
Il est rappelé que le Titulaire a une obligation générale d'utiliser les postes du bordereau de prix unitaires joint en annexe n°2 ;
- La date de livraison prévisionnelle sur site et de la réception de la Fourniture. Cette date doit être inférieure ou égale aux délais contractuels de livraison, mise en service et réception déterminés au sein de l'annexe n°2 ;
- La référence du présent accord cadre et du marché subséquent ainsi que le numéro d'affaire correspondant aux fournitures à réaliser.

L'offre du Titulaire doit être valable au moins quatre mois à compter de sa date de réception par le CEA.

En signant le présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à répondre aux consultations émises par le CEA dans les délais susvisés. Lorsque le Titulaire n'est pas en mesure de remettre une offre dans le cadre d'une consultation, il doit en informer le CEA, au plus tard à la date limite de remise des offres, en justifiant le fait qu'il ne soumissionne pas (expliquer les motifs légitimes de son défaut d'offre). Le CEA, dans cette hypothèse, fait application de l'article 7 du présent accord.

Le CEA se réserve le droit dans de résilier le présent accord-cadre si le Titulaire ne respecte pas à quatre reprises successives son obligation de participation.

8.1.3 - Analyse de l'offre

Pour chaque consultation, le CEA vérifie que l'offre du Titulaire répond à son besoin en terme notamment de délai, de spécification technique et de prix. Le CEA peut, si l'offre ne répond pas à son besoin décliner l'offre proposée par le Titulaire et faire application de l'article 7 du présent accord.

Après analyse de l'offre, un marché subséquent sera attribué au Titulaire.

8.1.4 - Formalisme des marchés subséquents

À réception de l'offre signée du CEA, le Titulaire doit impérativement livrer et mettre en service les Fournitures dans les délais mentionnés.

Le marché subséquent intitulé « commande n°400XXX » doit au minimum comporter les mentions suivantes :

- les références du présent accord-cadre ;
- l'objet du marché subséquent ;
- le prix ;
- les délais ;
- l'indication de la correspondance à l'item du BPU.

Le CEA adresse au Titulaire un marché subséquent (commande) valant acceptation de l'offre présentée.

Le Titulaire ne peut procéder à la livraison et mise en service de Fourniture qu'après avoir reçu la notification du marché subséquent qui vaut acceptation de l'offre présentée.

Les marchés subséquents sont régis par les dispositions du présent accord-cadre. Les marchés subséquents portent leur propre numéro et font référence au présent accord-cadre dont toutes les dispositions sont applicables.

8.2 - Dispositions relatives au bordereau de prix

8.2.1 – Généralités

Le Titulaire a une obligation générale d'utiliser le bordereau des prix unitaires annexé à l'accord-cadre pour répondre aux besoins du CEA.

8.2.2 – Evolutions du matériel

Le Titulaire est tenu d'informer les correspondants du CEA des évolutions ou des problèmes concernant le matériel spécifié au bordereau (modification de référence, arrêt de fabrication, anomalies récurrentes, délais d'approvisionnement anormaux) afin d'assurer les mises à jour ou modifications nécessaires du bordereau de prix unitaires.

En cas de rupture ou de changement de matériel référencé au bordereau de prix unitaires, le Titulaire s'engage à proposer un matériel équivalent au même prix que celui du bordereau.

8.2.3 – Fournitures hors bordereau

Le Titulaire, en cas de nécessité, a la possibilité de recourir à des postes hors bordereau. Ces derniers sont plafonnés à hauteur de 10% du montant plafond de l'accord cadre et sont compris dans ledit montant plafond fixé à l'article 20.1 du présent accord-cadre.

Toute utilisation d'une fourniture d'outillage spécifique ou réalisation d'une prestation hors bordereau doit être justifiée et soumise à l'accord préalable du correspondant technique du CEA, avec information au correspondant commercial du CEA.

Chaque nouvelle fourniture ou prestation hors bordereau doit faire l'objet d'un référencement (numéro, désignation, prix unitaire) afin d'être utilisé ultérieurement sur d'autres consultation, le Titulaire s'attachant à reprendre ce poste dans les cas de figure similaires.

Dans le cas où une fourniture ou une prestation ayant fait l'objet d'un devis dans les conditions indiquées ci-dessus s'avère récurrente, le CEA peut décider annuellement d'intégrer par avenant ces prestations à l'annexe 2 au présent accord.

8.3 - Délai d'exécution

Chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord-cadre détermine ses propres délais de livraison, d'installation et de réception. Une livraison anticipée est possible avec l'accord écrit du CEA. Ces délais doivent au minimum être conformes aux délais contractuels de livraison, de mise en service et de réception déterminés au sein de l'annexe n°2.

ARTICLE 9 - CLAUSE D'INSERTION ET D'EMPLOI

Le CEA souhaite impliquer le Titulaire, à l'occasion de l'exécution du marché, dans sa politique en vue de promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion sociale. Il a donc décidé de faire application des dispositions des articles 30 et 38-I de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant une clause obligatoire visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle et à lutter contre le chômage.

Cette action vise les demandeurs d'emploi prioritaires selon les critères du Service Public de l'Emploi.

Les personnes sont choisies librement par le Titulaire, parmi les candidats proposés par les structures compétentes en matière d'accueil, d'orientation et de suivi des demandeurs d'emploi.

Sans que cette énumération soit limitative, les personnes visées par cette action sont :

- les bénéficiaires des minimas sociaux,
- les demandeurs d'emploi en situation de handicap,
- les personnes en parcours au sein d'une structure d'insertion par l'activité économique,
- les demandeurs d'emploi sans activité depuis un an ou plus,
- les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, sans qualification ou formation (inférieur au niveau V),
- les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, ayant au plus un niveau IV et inscrits en mission locale ou ayant au plus un niveau IV et en rupture de parcours professionnel depuis plus de 6 mois,
- les demandeurs d'emploi de 45 ans et plus,
- les bénéficiaires du PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi)
- les demandeurs d'emploi en quartier « politique de la ville » (critère non suffisant à lui-même).

Ce choix devra néanmoins être fait dans le respect des éventuelles restrictions d'accès au centre du CEA liées à des contraintes de sécurité.

Afin de participer à cette action d'insertion, le Titulaire s'engage à réserver **100 heures** de travail par année soit **400 heures** sur toute la durée du contrat en cas d'affermissement des tranches optionnelles.

Il est précisé que cet engagement ne constitue pas une cause de limitation ou de diminution de la responsabilité du Titulaire dans l'exécution du marché.

Le nombre d'heures indiqué ci-dessus constitue un minimum obligatoire. Le Titulaire est libre de réserver un volume plus important.

Les conditions et les modalités de mise en œuvre de l'engagement défini au présent article sont stipulées en annexe n°4 au présent marché.

ARTICLE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION

10.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter le présent accord-cadre et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

Les Fournitures doivent être livrés, installés et mis en service conformément aux règles de l'art.

Le Titulaire répond de l'exactitude des Fournitures, rapports et documents établis ou vérifiés par ses soins, et supporte la charge, sans supplément de prix, des corrections à y apporter. Les observations et approbations du CEA ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

En outre, le Titulaire supporte les conséquences pécuniaires des dommages qui seraient dus à une mauvaise exécution de ses obligations.

En outre, les Fournitures sont installés et mis en service dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

10.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution de l'accord-cadre, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

10.3 - Assurance de la qualité

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système qualité. A cette fin, le Titulaire doit permettre un libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et faciliter les audits de qualité du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Le Titulaire s'engage à tenir à jour le calendrier de ses actions, ainsi que l'affectation du personnel à la réalisation des Fournitures, pour tenir compte des éventuelles évolutions, et assurer la traçabilité et le contrôle de l'exécution de l'accord-cadre par le CEA.

10.4 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent accord-cadre, complétées par les dispositions du cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les suivants :

Mois	Jour
Janvier	1 ^{er}
Avril	21
Mai	1 ^{er} , 2, 8, 9, 29, 30

Juin	9
Juillet	14
Août	15
Novembre	10, 11
Décembre	24, 25, 26, 29, 30, 31

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

10.5 - Réunions

Le suivi et le contrôle de l'exécution de l'accord-cadre s'exercent notamment par des réunions entre le CEA et le Titulaire conformément aux prescriptions du paragraphe 10.2 du cahier des charges.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire conformément aux prescriptions du cahier des charges.

10.6 - Evacuations de salle blanche et/ou arrêts techniques non programmés

En dehors des arrêts techniques prévus annuellement par le CEA, il est convenu que compte tenu de la proximité de salles blanches, le Titulaire s'engage à privilégier toutes méthodes de travail limitant l'évacuations des salles blanches et les arrêts techniques non programmés.

Dans le cadre d'un arrêt non programmé du fonctionnement d'un ou de plusieurs équipements ou d'une évacuation de la salle blanche, une analyse sera menée afin de déterminer les responsabilités de chaque partie.

Cette analyse s'appuiera sur :

- A minima :
 - Le planning hebdomadaire de la salle blanche ;
 - Les demandes d'inhibitions ;
 - Permis de feu ;
 - La demande tracée (mail, compte rendu, mode opératoire, ...) de la société Titulaire du présent contrat, précisant l'impact de son intervention sur le fonctionnement de la salle blanche ou d'équipements ;
- Tout autre document qui permettrait une meilleure compréhension de l'analyse.

Cette analyse doit être menée avec les interlocuteurs suivants :

- Le chargé d'affaire de l'entreprise avec l'intervenant qui est à l'origine de l'évacuation ;
- Le chargé d'affaires et/ou le chef de projet CEA (avec si maîtrise d'œuvre, le chargé d'affaires de l'entreprise) ;
- Un représentant de l'exploitant du bâtiment ;
- Le chef d'installation (CI), un représentant de la salle blanche ou l'ingénieur sécurité installation (ISI) sur demande du chargé d'affaires et/ou le chef de projet CEA.

Un bilan permettant de tirer les conclusions et de définir la responsabilité de chaque partie en toute bonne foi sera réalisé contradictoirement.

Ce dernier permettra de déterminer si l'arrêt technique n'a pas été programmé et relève de la responsabilité du Titulaire. Dans ce cas, le CEA pourra appliquer les pénalités mentionnées à l'article 22.4 ci-après.

10.7 - Clause environnementale

Dans le cadre d'une amélioration des connaissances sur l'empreinte carbone de l'accord-cadre et d'une démarche de progrès, le Titulaire communique au plus tard un mois après la prise d'effet de

l'accord-cadre une évaluation des émissions de GES des Fournitures, en ciblant les différentes étapes de leur cycle de vie les plus émettrices.

A chaque réunion annuelle, les différents impacts environnementaux (GES, eau, énergie...) générés par les Fournitures et les prestations annexes sont abordés dans le cadre du plan de progrès.

Ces impacts, ainsi que les pistes de réduction, devront être présentés par le Titulaire sous un format « Analyse du Cycle de Vie », à savoir :

- Matières premières utilisées ;
- Fabrication produit/emballage ;
- Transport ;
- Utilisation ;
- Fin de vie/Valorisation.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 - Obligations générales du Titulaire envers son personnel

11.1.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

11.1.2 - Respect par le Titulaire du marché de la réglementation en matière de détachement transnational de salariés

Conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

11.2 - Sous-traitance

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché. Si le Titulaire sous-traite une partie des Prestations prévues dans le cadre du présent marché, il doit remettre au CEA une demande d'acceptation de sous-traitant. Le Titulaire ne peut présenter à l'acceptation du CEA que des entreprises répondant aux conditions fixées à l'article 7 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire doit remplir l'imprimé de demande d'acceptation de sous-traitant selon le modèle joint au présent accord-cadre et le transmettre au correspondant commercial du CEA (Service des Marchés et Achats).

Le Titulaire est tenu de faire respecter ses obligations contractuelles nées du présent accord-cadre par son (ou ses) sous-traitant(s).

11.3 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 12 - EMBALLAGE – TRANSPORT - LIVRAISON

Les Fournitures sont emballées et transportées sous la responsabilité du Titulaire.

L'Incoterm retenu est DAP CEA Grenoble (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le transfert des risques a lieu à la livraison.

Les livraisons sont uniquement effectuées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00. Toute livraison doit être faite au Bâtiment « RECEPTION » du CEA sous peine de retard important dans les règlements.

Le cas échéant, les Fournitures doivent être déposées par le transporteur sur le quai de déchargement du bâtiment indiqué au sein du marché subséquent concerné.

L'adresse du bâtiment réception est :

CEA GRENOBLE
BATIMENT RECEPTION
17 Rue des Martyrs
38054 GRENOBLE CEDEX 9

Le Titulaire doit impérativement indiquer sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro complet du présent accord-cadre.

Zone à Faibles Emissions

Le CEA Grenoble étant situé dans une Zone à Faibles Emissions (ZFE) pour les véhicules utilitaires légers et poids lourds, le Titulaire, son personnel et ses sous-traitants éventuels doivent se conformer à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 - REMISE DE DOCUMENTS

Dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit remettre au CEA l'ensemble des documents exigés par le cahier des charges, ci-après dénommés « les Documents », et notamment toute la documentation afférente aux Fournitures à la livraison de ceux-ci : certificat de conformité CE, notice de fonctionnement, notice d'utilisation avec plans et schémas électriques, manuel de maintenance, notice d'entretien, et instructions de sécurité et tous documents mentionnés dans le cahier des charges en langue française ou anglaise.

Les instructions de sécurité doivent être impérativement remises en langue française.

Les documents seront remis selon les conditions définies au cahier des charges.

A défaut il est fait application de l'article 35 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

La remise des Documents est une condition de la Réception des Fournitures par le CEA.

13.1 - Format des documents remis

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD (.docx) pour les documents de type texte,
- Microsoft EXCEL (.xlsx) pour les documents de type tableau de chiffres,
- Microsoft POWERPOINT (.pptx),
- Microsoft PROJECT sous WINDOWS (.mpp) pour les documents de type planning,
- AUTOCAD (.dwg) et PDF (.pdf) pour les documents dessinés.

Chacun d'eux sera remis au CEA sous la forme d'un exemplaire numérique.

13.2 - Propriété des Résultats

Les droits de propriété intellectuelle et /ou le savoir-faire afférents aux Résultats résultant de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions du chapitre 5 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

13.3 - Approbation des documents

Tous les documents doivent être préalablement validés par le CEA selon la procédure indiquée au cahier des charges, c'est-à-dire que le Titulaire intègre, à sa charge, les remarques de fond ou de forme formulées par le CEA et ce jusqu'à l'approbation sans réserve des Documents.

Il est précisé que tous les documents doivent être remis au CEA par le Titulaire au fur à mesure de l'exécution des Prestations et en tenant compte des délais de validation du CEA.

Les différents documents à remettre au cours de l'exécution de l'accord-cadre font l'objet d'une approbation par le CEA.

ARTICLE 14 - MONTAGE - ESSAIS - MISE EN SERVICE

Il est fait application de l'article 32 des CGA du CEA.

Le Titulaire affecte aux opérations de mise en service et essais sur le site, le personnel qualifié et les moyens appropriés pour en assurer la bonne exécution, le contrôle et les essais de bon fonctionnement.

A l'issue de ces prestations, il est procédé à la Réception de la Fourniture.

ARTICLE 15 - RECEPTION

La Réception est prononcée après livraison complète de la Fourniture et à la fin des opérations d'installation, de mise en service, et après essais satisfaisants, sous réserve de sa conformité aux exigences spécifiées dans le cahier des charges et conformément aux dispositions du chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Cette Réception fait l'objet d'un procès-verbal rédigé par le CEA et signé contradictoirement par les représentants du CEA et du Titulaire.

Le transfert de propriété de la Fourniture a lieu à la date de la signature du procès-verbal de Réception.

ARTICLE 16 - FORMATION

Le Titulaire s'engage à dispenser dans les conditions précisément décrites au paragraphe 11.1.7 du cahier des charges une formation portant sur

- l'utilisation de la Fourniture pour 2 personnes pendant une demi-journée ;
- la maintenance de premier niveau pour 4 personnes pendant une demi-journée ;
- la sécurité pour 2 personnes pendant une demi-journée.

Le Titulaire s'engage à réaliser les formations susvisées dans un délai de 1 (un) mois à compter de la date de mise en service de la Fourniture.

ARTICLE 17 - GARANTIE

Nonobstant la garantie légale, la Fourniture est garanti deux ans à dater de la Réception contre tout vice de matière, de fabrication, de montage et de fonctionnement, en conformité avec les spécifications techniques du cahier des charges.

Cette garantie couvre les pièces (hors consommables), la main d'œuvre, les transports et les déplacements.

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage à intervenir pour les dépannages au plus tard dans les 24 heures ouvrées suivant la réception d'un courrier électronique de demande d'intervention du CEA. Ces prestations sont effectuées tous les jours, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures.

Il est entendu que l'envoi du courrier électronique doit être précédé d'un entretien téléphonique avec le responsable technique du Titulaire en vue d'un diagnostic.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a accès à la Fourniture, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi de la Fourniture, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de la Fourniture ou partie de la Fourniture sur le site de Grenoble.

Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne peut être supérieur à un 1 (un) mois à compter de sa prise en charge. Le Titulaire a la charge de tous les frais liés au transport de la Fourniture ou partie de la Fourniture (aller/retour).

La garantie s'applique également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cours de la garantie, le Titulaire maintient à jour tous les logiciels permettant l'exploitation de la Fourniture.

En cas d'indisponibilité, la période de garantie est prolongée d'une durée équivalente au temps d'arrêt de la Fourniture.

Périmètre de la garantie de la Fourniture

La garantie couvre la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Cahier des Charges, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections.

Pendant la période de garantie de la Fourniture, le Titulaire s'engage à fournir une assistance téléphonique sous 12 heures suivant l'appel ou le courriel du CEA et à intervenir sur site dans un délai de 72 heures ouvrées, ramené à 24 heures ouvrées en cas d'anomalie bloquante.

De plus le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de 5 jours ouvrés à compter du 1er jour de son intervention sur site.

En tout état de cause, il s'engage à trouver une solution de contournement sous 2 jours ouvrés. Au titre de la garantie, le Titulaire sera amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

En outre, le Titulaire s'engage à assurer une assistance téléphonique (hotline), du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

Est entendu comme :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de la Fourniture ;
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de la Fourniture pour une partie de ses fonctionnalités ;
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de la Fourniture dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle, ou au détriment de la qualité de certaines.

ARTICLE 18 - MAINTENANCE

Le Titulaire s'engage à être en mesure d'assurer la maintenance préventive et corrective de la Fourniture à l'issue de la période de garantie et ce, pendant une durée minimum de 5 années.

Le CEA se réserve la possibilité de confier au Titulaire la maintenance de la Fourniture dans le cadre d'un marché ultérieur et spécifique qui en précisera les modalités d'exécution (y compris la durée).

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) citées à l'article 3 seront applicables au marché de maintenance de la Fourniture.

ARTICLE 19 - ASSURANCES

Il est fait application du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les obligations du Titulaire en matière d'assurance, qui s'appliquent à l'occasion du présent accord-cadre, sont régies par les dispositions du chapitre 12 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les dispositions de l'article 38.2 du chapitre précité sont complétées comme suit.

▪ Pôle MINATEC

Le Titulaire est informé, sans que soit créée la moindre obligation contractuelle du CEA à son égard, de la souscription par le CEA des garanties définies dans les termes et limites d'une police multirisque, couvrant, jusqu'à 140 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers faisant partie du pôle MINATEC, à savoir notamment le Bâtiment des objets communicants (BOC), le Bâtiment des composants avancés (BCA), le Bâtiments des hautes technologies (BHT) la Maison des micro et nanotechnologie (MMNT), le Dispositif de fonction technique (DFT), le Bâtiment des Industries Intégratives (B2I) et le Centre de Conception Logiciel (CCL) contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, contamination radioactive.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tous recours à son encontre, et contre ses assureurs, du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte qu'en cas de sinistre, le CEA ne dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire responsable, conformément au droit commun, qu'en cas d'absence de prise en charge par les assureurs de tout ou partie du préjudice qu'il subit, et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 150 000 € par sinistre.

Cette police d'assurance comporte des conditions générales, particulières et spéciales de garantie, des plafonds de garantie et des franchises variables en fonction de l'état du marché de l'assurance. Ces conditions sont susceptibles d'être modifiées sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de s'informer périodiquement d'éventuelles évolutions.

ARTICLE 20 - MONTANT

20.1 - Montant total maximum de l'accord-cadre

Le montant total maximum du présent accord-cadre est plafonné à **5 500 000 HT (cinq millions cinq cent mille euros hors taxes)** et ce pour toute la durée de l'accord-cadre, tranches optionnelles comprises.

Le CEA ne s'engage sur aucun montant minimum total à commander au titre des marchés subséquents. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

20.2 - Prix des Fournitures

Les prix des Fournitures sont fixés au sein de l'annexe n° 2 au présent accord-cadre.

Les prix des Fournitures, objets du présent accord-cadre, incluent l'ensemble des sujétions y afférentes et notamment les frais d'emballage, de transport, d'installation, de mise en service, et de garantie.

20.3 – Montant des marchés subséquents

Chaque marché subséquent conclu au titre du présent accord cadre est passé pour un montant ferme et forfaitaire.

Conformément à l'article 8 du présent accord cadre, ce montant est détaillé dans la proposition financière du Titulaire basé sur les prix unitaires des Fournitures indiqués en annexe 2 de l'accord-cadre.

ARTICLE 21 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 20 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du mois de (mois de remise de l'offre).

Ils sont fermes pour la première année de l'accord-cadre et pourront être révisés annuellement à la demande de l'une ou l'autre des parties, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times (0,20 + 0,80 \times (0,30 \times 010536479 / 010536479_0 + 0,30 \times 010765289 / 010765289_0 + 0,20 \times FSD2 / FSD2_0 + 0,20 \times ICHT-IME / ICHT-IME_0))$$

Dans laquelle :

P	Montant révisé du prix unitaire concerné du BPU
P0	Montant initial du prix unitaire concerné du BPU au mois de remise de l'offre
010763845 ₀	Valeur de l'indice des « <i>Tubes, tuyaux en matière plastique</i> » à la date de remise de l'offre (indice du mois ■■■ 2025 publié en ■■■ 2025), puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision
010763845	Dernière valeur connue de l'indice « <i>Tubes, tuyaux en matière plastique</i> » au mois de révision des prix
010765289 ₀	Valeur de l'indice « <i>Prix d'importation de produits industriels – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines</i> » à la date de remise de l'offre (indice du mois ■■■ 2025 publié en ■■■ 2025), puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision
010765289	Dernière valeur connue de l'indice « <i>Prix d'importation de produits industriels – A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines</i> » au mois de révision des prix
ICHT-IME ₀	Valeur de l'indice « <i>Coût horaire du travail pour les industries mécaniques et électriques</i> » à la date de remise de l'offre finale (indice du mois ■■■ 2025 publié en ■■■ 2025), puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision
ICHT-IME	Dernière valeur connue de l'indice « <i>Coût horaire du travail pour les industries mécaniques et électriques</i> » au mois de révision des prix
FSD2 ₀	Valeur de l'index « <i>Frais et services divers modèle n°2</i> » à la date de remise de l'offre finale (indice du mois ■■■ 2025 publié en ■■■ 2025), puis, pour les révisions suivantes, la valeur d'arrivée retenue lors de la dernière révision
FSD2	Dernière valeur connue de l'index « <i>Frais et services divers modèle n°2</i> » au mois de révision des prix

Les dates seront indiquées par le CEA lors de la finalisation du contrat

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

Les prix révisés ne peuvent être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et

Achats du CEA Grenoble, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée au cours des trois premiers mois à compter de la date anniversaire de révision concernée.

La révision de prix s'applique uniquement pour les marchés subséquents émis à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

Au cas où ces dispositions ne sont pas respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

ARTICLE 22 - PENALITES

Outre les dispositions des Conditions Générales d'Achat du CEA relatives aux pénalités, qui s'appliquent dès lors qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui suivent, le CEA peut appliquer les pénalités dans les cas et conditions suivantes.

22.1 Pénalités relatives à la clause d'insertion

22.1.1 Pénalités pour non-respect du délai d'information sur le suivi de la clause d'insertion de d'emploi

En cas de non-respect des obligations précisées à l'article 5 de l'annexe « Insertion et emploi » et suite à l'information délivrée par le service ressources et développement pour l'emploi de Grenoble-alpes Métropole, le CEA adresse au Titulaire un courrier recommandé lui enjoignant de respecter ses engagements.

Le Titulaire dispose alors d'un délai maximal de 7 jours à compter de la date de réception du courrier pour informer le CEA de la situation et des moyens qu'il met en œuvre pour assurer ses obligations contractuelles.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros, à compter de deux manquements à l'obligation de réponse précitée.

22.1.2 Pénalités pour non-respect d'exécution de la clause d'insertion de d'emploi

En cas de non-respect de l'obligation précisée à l'article 5 de l'annexe « Insertion et emploi » de l'accord-cadre, le CEA adresse au Titulaire un courrier recommandé de mise en demeure.

Le Titulaire dispose alors d'un délai maximal de 7 jours pour transmettre au CEA les éléments précisés à l'article précité.

Passé ce délai, le CEA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion non réalisées multiplié par le SMIC brut horaire.

22.2 Pénalités pour retard

22.2.1 Pénalité pour non-respect du délai de livraison, mise en service et Réception

Le non-respect des délais de livraison, mise en service ou Réception entraîne l'application d'une pénalité d'un pour mille du montant HT du marché subséquent correspondant par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard applicables sont plafonnées à 10 % du montant total HT du marché subséquent.

22.2.2 Pénalité pour non-respect du délai de remise des livrables

Le non-respect des délais demandés par le CEA pour la remise des livrables prévus au cahier des charges est passible d'une pénalité fixée forfaitairement à 100 € (cent euros) par jour calendaire de retard et par document considéré.

22.3 Pénalités pour évacuation de salle blanche entraînant un arrêt technique

Le Titulaire s'engage à mener toute action permettant de minimiser le nombre d'arrêts techniques des salles blanches dans le cadre de l'exécution du marché. A chaque fois qu'un arrêt technique est constaté et relève de la responsabilité du Titulaire (cf article 10.6), le CEA peut lui appliquer une pénalité de 10% du montant HT du marché subséquent concerné.

Les pénalités au titre de ce paragraphe sont plafonnées à 5 000 € par marché subséquent.

22.4 Pénalités pour non-application des prix des bordereaux

Si, à l'occasion de contrôles contradictoires, le CEA constate que les factures du Titulaire comportent des prix unitaires ne correspondant pas à ceux des bordereaux de prix ou des quantitatifs ne correspondant pas à ceux constatés, le Titulaire doit régulariser immédiatement. Il est en outre passible d'une pénalité fixée à 150 euros par manquement constaté.

22.5 Retard dans la transmission des documents

En cas de retard dans la remise des documents, le Titulaire est passible d'une pénalité fixée à 150 euros par jour calendaire de retard par rapport à la date prévue.

22.6 Pénalité pour non-respect d'une mise en demeure

Par ailleurs, en dehors des cas prévus aux articles ci-dessus, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 300 euros (trois cents euros) par jour calendaire de retard.

22.7 Application des pénalités

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

ARTICLE 23 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures sont établies selon l'échéancier suivant :

- 30% du montant HT du marché subséquent et les taxes afférentes aux approvisionnements principaux identifiés comme étant la propriété du CEA et éventuellement contrôlés. Le Titulaire reste débiteur de ce terme jusqu'à prononciation de la Réception ;
- 60 % du montant HT du marché subséquent et les taxes afférentes à la Réception ;

- 10% du montant HT du marché subséquent et les taxes afférentes au démarrage/mise en service de la Fourniture.

En cas de commande de plusieurs Fournitures sur le même marché subséquent, le Titulaire aura la possibilité de facturer par Fourniture en fonction de l'avancement afin de pouvoir déclencher le paiement.

Il est précisé que chaque facture doit reprendre le terme de paiement antérieur déjà facturé par le Titulaire.

Chaque marché subséquent fait l'objet d'une facturation distincte.

ARTICLE 24 - REGLEMENTS

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n°de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 25 - REGIME FISCAL [si marché en France - A adapter]

Le régime des taxes applicables au présent marché est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

OU

REGIME FISCAL ET DOUANIER [obligatoire si marché à l'étranger si marché dans l'UE supprimer le § Régime Douanier]

25.1 - Régime fiscal

Le régime des taxes applicables au présent marché est celui de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

L'importation de l'équipement objet du marché entre dans le champ d'application de la TVA française en vertu des dispositions des article 32 et 60 de la Directive 2006/112/CE.

Conformément aux dispositions de l'article 201 de la même Directive, l'importateur est redevable de la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. L'importateur acquittera les droits de douane et la TVA due à l'importation, directement auprès de la Douane française.

En fonction de l'option retenue, la prestation de transport sera comprise dans le montant de l'assiette de la TVA, en application de l'article 292 du Code Général des Impôts. Celle-ci est constituée par la valeur définie par la législation douanière, conformément à l'article 71 du Code des Douanes de l'Union.

25.2 - Régime douanier :

Le Titulaire s'engage à livrer au CEA les biens après dédouanement à l'exportation et à prendre en charge l'obtention des éventuelles licences d'exportation du bien objet du présent marché.

Le titulaire s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux le numéro de nomenclature douanière ainsi que l'origine de la marchandise et le pays de dernière provenance.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, d'éléments, d'accessoires et d'outils spécifiques (règlement CE 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques objectives et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement aptes à la réalisation d'activités scientifiques et que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par l'importateur restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement de la marchandise sera pris en charge par le représentant en douane agréé du CEA/Grenoble c'est-à-dire la société ZIEGLER, située 23 rue de Brotterode, 38950 Saint Martin le Vinoux, depuis le départ de la marchandise avec les numéros de LTA (airway bill) en cas de transport aérien ou d'une copie du connaissement (bill of lading) en cas de transport maritime, et la facture accompagnant le transport.

ARTICLE 26 - JURIDICTION COMPETENTE [Si fournisseur FR]

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent accord-cadre, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 27 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE [si fournisseur étranger]

Il est expressément convenu que l'exécution du présent accord-cadre est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 28 - CONCLUSION DE L'ACCORD-CADRE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent accord-cadre dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,